



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement des Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
44 rue de Tournai  
CS 40259 – 59019 LILLE cedex  
59019 Lille

Lille, le **11 MAI 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2022

### Contexte et constats

Publié sur

**GÉORISQUES**

**VANHEEDE ENVIRONNEMENT**

Parc des industries Artois Flandres  
Avenue de Sofia  
62138 BILLY BERCLAU

#### Références :

##### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 BILLY BERCLAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2021 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle porte sur le thème de la gestion des déchets produits dans le cadre des activités du site de VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté à Billy Berclau (réglementation déchets : Livre V/ titre IV du code de l'environnement, notamment les articles, L.541-2, L.541-2-1, L.541-7, L.541-7-1, L.541-21-1 et L.541-21-2, et arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2011).

Cette visite était inopinée.

Dans le prolongement d'actions nationales menées les années antérieures dans les installations de stockage de déchets puis de tri, transit, regroupement de déchets, visant à contrôler le respect des prescriptions applicables en matière de contrôle de conformité des déchets admis, l'inspection réalisée le 5 avril sur le site VANHEEDE ENVIRONNEMENT s'inscrit dans l'objectif de baisse des déchets admis en ISDND prescrit par la réglementation déchets (L541-1 du code de l'environnement/ baisse de 50% en 2025 par rapport aux quantités admises en ISDND en 2010 - disposition introduite par la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte de 2015 -LTECV- et renforcée en 2020 par la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de 2020 – AGEC, avec une interdiction progressive d'admission des déchets valorisables en ISDND).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 BILLY BERCLAU
- Code AIOT dans GUN : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de BILLY-BERCLAU (62) un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux.

Les activités de cet établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2011 (modifié par les arrêtés complémentaires du 19 novembre 2012 et 28 juin 2014) pour les rubriques 2714, 2716, 2717, 2718, 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet
Traçabilité déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Traçabilité déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Attestation de valorisation 7 flux	Arrêté Ministériel du 18/07/2018, article 1	/	Sans objet
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b	/	Sans objet
Caractérisation	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L541-7-1	/	Sans objet
Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Sans objet
Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet
Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
Attestation de valorisation biodéchets	Code de l'environnement du 10/03/2016, article D543-226-2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opération de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V alinéa 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

L'inspection de l'environnement a néanmoins constaté 5 constats susceptibles de suites administratives. Ces constats n'engagent pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées les justificatifs de conformité sous un délai de 30 jours, à réception du présent rapport. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Les réponses aux observations sont attendues dans un délai de 2 mois, à réception du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Procédure d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôles à l'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li> </ul> <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspectrice a assisté à 2 admissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Admission de DIB en provenance de SAMSIC par transporteur VANHEEDE immatriculé DJ 486 MG ;</li> <li>- Admission de biodéchets en provenance de LIDL par transporteur PLTMP immatriculé GB 451 BV sous prestation pour Baudalet.</li> </ul> <p>A l'arrivée d'un camion, une première étape de contrôle a lieu au niveau du pont bascule :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- Contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre (dispositif de détection sur site).</li> </ul> <p>Une seconde étape de contrôle a lieu dans le bâtiment de réception et de transit des déchets non dangereux où un agent est affecté à la réception des chargements admis (Acceptant). Il utilise une tablette/smartphone disposant d'une application dédiée à la réception des chargements. Les camions passés au pont bascule à l'entrée du site sont identifiés dans l'application dédiée à la réception (dénomination des déchets sans précision du code déchets, producteur, immatriculation du transporteur), l'acceptant sélectionné le camion et valide ou non la conformité du contenu du camion.</p> <p>En cas de non conformité, des photos des déchets non-conforme aux déchets validés dans certificat d'acceptation préalable sont prises et rattachées à l'admission sur l'application.</p> <p>Non-conformité tracée dans l'application pour ce qui concerne l'admission de DIB en provenance de SAMSIC par transporteur VANHEEDE immatriculé DJ 486 MG : Batterie et D3E.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Observation PC101 : L'inspection recommande de compléter l'application de réception des chargements de déchets admis utilisé par l'acceptant avec la précision du code déchet au regard de l'article R541-7 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Caractérisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/02/2020, article L541-7-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, caractérisation déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Le présent article n'est pas applicable aux ménages.</p>
<p><b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La liste des déchets admissibles sous la forme d'un tableau listant des codes déchets admissibles conformément à l'article R541-7 du code de l'environnement (code déchets de la classification européenne annexée à la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000), précisant leur dénomination usuelle, et faisant la correspondance avec les codes déchets internes à Vanheede. L'exploitant a précisé dans son courrier de transmission que cette liste est non exhaustive et que d'autres déchets sont susceptibles d'entrer sur le site VANHEEDE Billy Berclau sous réserve qu'ils respectent les rubriques de la nomenclatures ICPE pour lesquelles le site est autorisé.</li> <li>- La liste des déchets produits sous la forme d'un tableau listant des codes déchets produits selon les codes déchets de la classification européenne, précisant leur dénomination usuelle, faisant la correspondance avec les codes déchets internes à Vanheede et faisant la correspondance avec les filières de destination extérieure (code traitement). L'exploitant a précisé dans son courrier de transmission que cette liste est non exhaustive et que d'autres déchets peuvent entrer sur le site VANHEEDE Billy Berclau sous réserve qu'ils respectent les nomenclatures ICPE pour lesquelles le site est autorisé.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Observation PC2O1 : Au titre de l'article L541-7-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de caractériser les déchets qu'il détient (admet) et qu'il produit. Il doit dans ce cadre caractériser ses déchets à l'aide de la liste des codes déchets au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement (CE). Ces informations permettent de justifier la nature de l'activité exercée pour une installation de traitement de déchets et constitue à ce titre un élément du DAE (R181-13 du CE) ainsi que de l'étude d'impact (R122-5 du CE). Cette liste doit être tenue à jour par l'exploitant. Elle doit également être versée à tout dossier de demande de modification portant sur ce sujet avec la liste mise à jour au regard de la modification demandée.</p> <p>Le guide de constitution d'un DDAE de 2018 précise page 45 le contenu du volet déchets de l'étude d'impact</p> <p><a href="http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ddae-final.pdf">http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ddae-final.pdf</a></p> <p>Dans le cas d'une installation de traitement de déchets le volet déchets décrit dans le guide doit être complété avec la description des déchets admis (base réglementaire L541-7-1 et R541-7 qui visent aussi bien le producteur que le détenteur de déchets).</p> <p>Dans le cas des déchets admis, il s'agira dans le dossier de demande de modification de justifier la compatibilité des déchets admis avec le traitement pratiqué sur l'installation, les contraintes de process et avec les obligations de la réglementation déchets, en matière de tri notamment.</p> <p>Observation PC2-O2 : L'inspection recommande de compléter la liste des déchets admissibles ainsi que la liste des déchets produits avec la description des codes internes à l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Admissibilité des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II

**Thème(s) :** Autre, Procédure d'information préalable

**Prescription contrôlée :**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

**a) Informations à fournir :**

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

(...)

**c) Essais à réaliser :**

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.

Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;
- l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.

(...)

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

**Constats :** Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril les fiches d'information préalables associées aux admissions contrôlées le 5 avril :

- Admission de DIB en provenance de SAMSIC par transporteur VANHEEDE immatriculé DJ 486 MG,
- Admission de biodéchets en provenance de LIDL par transporteur PLTMP immatriculé GB 451 BV



sous prestation pour Baudelet ;

Ces fiches sont validées par l'exploitant par une référence de certificat d'acceptation préalables précisant sa période de validité.

La fiche d'information préalable associée à l'admission de biodéchets acheminés par transporteur PLTMP n'est pas cohérente avec les informations recueillies auprès du transporteur sur son application de suivi de ses tournées pour ce qui concerne le producteur des biodéchets. La fiche d'information préalable identifie Baudelet, alors que l'application de suivi de la livraison par le transporteur identifie LIDL BASE LOGISTIQUE à Sailly lez Cambrai. Cette incohérence ne permet pas de se positionner sur la conformité au premier alinéa de l'article 13.II.a) de l'arrêté ministériel du 18 juin 2018 qui dispose que l'information préalable contient notamment l'information sur la source (producteur) et l'origine géographique du déchet (voir Observation PC3O1).

**Observations :**

Observation PC3O1 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les informations requises dans la fiche d'information préalable en application de l'article 13-II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 pour ce qui concerne les informations sur la source (producteur) et l'origine géographique du déchet : lorsque l'exploitant a connaissance du producteur initial au sens de la définition donnée à l'article L541-1-1 du code de l'environnement, c'est cette information qui est attendue.

Lorsque l'exploitant est en contrat avec le producteur subséquent au sens de la définition donnée à l'article L541-1-1, l'information est réduite aux coordonnées du producteur subséquent si et seulement si le producteur subséquent est exonéré de l'obligation d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et sortants par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article 10 de l'AM registre du 31 mai 2021. Dans le cas de la situation constaté le 5 avril, il semble plutôt que l'on soit dans le cas d'un contrat cadre passé entre LIDL et Baudelet pour la gestion des déchets de LIDL. Dans ce cas le producteur initial doit être identifié dans la FIP. Par cohérence et afin de faciliter la tenue du registre de traçabilité déchets, l'inspection recommande de compléter la fiche d'information préalable avec le nom et les coordonnées de l'établissement expéditeur au sens de l'article 1 -c) de l'arrêté registre du 31 mai 2021 (en l'occurrence, vraisemblablement Baudelet dans le cas de l'admission du 5 avril par transporteur PLTMP).

Observation PC3O2 : Au titre des obligations de traçabilité des déchets (R541-43 et AM du 31/05/2021), l'inspection recommande de profiter de la fiche d'information préalable pour faire qualifier la filière de traitement final sollicitée par le producteur, compte tenu de la qualité des déchets confiés dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1.

Observation PC3O3 : Au titre de la responsabilité du producteur et du détenteur de déchets jusqu'au traitement final (L541-2 du CE), et dans le cadre de l'alinéa « données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux » de l'article 13-II de l'AMPG du 06/06/18, et de l'alinéa « toute information pertinente pour caractériser le déchet en question » de l'article 2.1.3.6.1 de l'AP 09/11/11, l'inspection recommande de profiter de la fiche d'information préalable pour obtenir l'engagement du producteur sur le respect de ses obligations de tri à la source ou de collecte séparée au titre de l'article L541-21-2 du CE ainsi que sur la compatibilité de la qualité des déchets dont l'admission chez VANHEEDE est demandée avec la filière de traitement final sollicitée.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des anomalies à l'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure de refus
<b>Prescription contrôlée :</b> c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou</li><li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</li></ul> L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
<b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril la procédure de gestion des non-conformités et le registre des non-conformités des 3 derniers mois. La mise en oeuvre de la procédure a été constatée dans le cadre de la réception des déchets en provenance de SAMSIC par transporteur VANHEEDE immatriculé DJ 486 MG. L'agent affecté à la réception des chargements admis (l'acceptant) utilise une tablette/smartphone disposant d'une application dédiée à la réception des chargements. Les camions passés au pont bascule à l'entrée du site sont identifiés dans l'application dédiée à la réception (dénomination des déchets sans code déchets, producteur, immatriculation du transporteur), l'acceptant sélectionne le camion et valide ou non la conformité du contenu du camion. En cas de non conformité, des photos des déchets non-conforme aux déchets validés dans certificat d'acceptation préalable sont prises et rattachées à l'admission sur l'application. Non-conformité tracée dans l'application pour ce qui concerne l'admission de DIB en provenance de SAMSIC par transporteur VANHEEDE immatriculé DJ 486 MG : Batterie et D3E.
<b>Observations :</b> Observation PC4-O1 : Le fait de ne pas réviser la facturation des bennes de déchets comportant des anomalies ne doit pas dispenser l'exploitant d'informer les producteurs sur la qualité du tri à la source qui doit être amélioré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traçabilité déchet**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1**

**Thème(s) : Autre, Registre déchets entrants**

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril, l'extraction du registre chronologique des entrées et sorties de déchets du 1er trimestre 2022.

Le contenu du registre chronologique interne des déchets entrants n'est pas conforme au contenu du registre chronologique fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et applicable depuis le 1er janvier 2022, il manque les précisions suivantes :

- pour les déchets dangereux, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;

- le numéro SIRET du producteur initial du déchet ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (colonne absente alors que VANHEEDE que l'inspection a pu constater l'existence d'une fiche d'information préalable et CAP associé pour l'année 2022 impliquant un prestataire mandaté par le producteur initial) ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (correspondant à l'adresse du producteur initial pour les situations où l'expéditeur, prestataire, intervient directement depuis le producteur initial. Expédition directement depuis le producteur initial à destination du site VANHEEDE sans opération préalable de regroupement ou mélange avec des déchets d'autres origines sur le site de l'expéditeur) ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement (le registre VANHEEDE précise la plaque d'immatriculation du transporteur).

**Observations :**

Observation PC501 (en lien avec l'observation PC301) : Lorsqu'un producteur initial fait appel à un prestataire pour la gestion des déchets qu'il produit et qu'il constitue l'intermédiaire entre le producteur initial et l'exploitant VANHEEDE, il convient d'identifier ce prestataire dans le registre interne de traçabilité des déchets entrant avec les informations relatives à l'expéditeur des déchets demandées à l'alinéa 2 de l'article 1.c de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traçabilité déchet**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2**

**Thème(s) : Autre, Registre déchets sortants**

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril, l'extraction du registre chronologique des entrées et sorties de déchets du 1er trimestre 2022.

Le contenu du registre chronologique interne des déchets sortant n'est pas conforme au contenu du registre chronologique fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et applicable depuis le 1er janvier 2022, il manque les précisions suivantes :

- pour les déchets dangereux, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;

- l'adresse de l'établissement VANHEEDE

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets [ cf. Observation PC6-01] ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié,

selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;  
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;  
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé (cf. Observation PC6-O2);

**Observations :**

Observation PC6-O1 : L'arrêté préfectoral en vigueur, antérieur à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 qui a introduit la disposition (article 6), ne prévoit pas d'exonération explicite de l'obligation de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. Néanmoins l'établissement par ses activités de tri, et de regroupement, mélange des déchets d'origine différentes, n'est pas en mesure d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et sortants. Par conséquent, dans le cadre du dossier de demande d'extension en cours d'élaboration, et afin de prévoir une telle prescription dans le prochain arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation du site VANHEEDE, il conviendra que l'exploitant sollicite explicitement la disposition prévue par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets permettant aux établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, d'être exonérés de l'obligation suivante de l'article 10 susvisé : *Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.* Sans cette disposition, l'exploitant est tenu de renseigner l'alinéa 3 de l'article 2c.

Observation PC6-O2 : Sur l'applicabilité du règlement 1013/2006 relatif au transfert transfrontalier de déchets aux biodéchets de type sous produits animaux, concernés par le règlement 1069/2009 relatif au sous-produit animaux, lorsque des dispositions similaires de deux règlements européens sont applicables, il est justifié d'appliquer le règlement le plus adapté, en l'occurrence le règlement relatif aux sous produits animaux. Cela au motif que le code B3060 de la liste verte du règlement 1013/2006, dédié aux déchets issus des industries alimentaires et agro-alimentaire exclut les "sous-produits qui respectent les prescriptions et normes imposées aux niveaux national et international pour l'alimentation humaine ou animale" (en l'occurrence les SPA relevant du règlement 1069/2009). L'inspection recommande par conséquent de tracer dans le registre chronologique des déchets sortants en lieu et place du numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006, le numéro du document d'accompagnement commercial prévu au titre du règlement 1069/2009.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Echéance de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. (...)
<b>Constats :</b> Au 5 avril 2022, la déclaration GERE au titre de 2021 n'était pas disponible sur l'outil GERE.  Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, qui dispose que la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.  L'exploitant a expliqué cette situation par le fait que le responsable des admissions qui effectuait les déclaration GERE a quitté l'établissement. Son remplaçant n'est arrivé qu'au 1er avril 2022 (responsable HSE). L'exploitant souhaitait pour la formation du responsable HSE qu'il puisse participer à la déclaration GERE relative aux activités de l'année 2021.  Par mail du 7 avril l'exploitant a informé l'inspection de la déclaration effective sur l'outil GERE en joignant à cette information l'accusé de transmission de déclaration GERE daté du 7 avril 2022. L'inspection classe donc cette non-conformité sans suite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration des quantités de déchets produits
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<b>Constats :</b> Les codes déchets produits et expédiés déclarés dans GERE au titre de l'année 2021 présente des incohérence avec la liste des déchets produits transmise par courriel du 19 avril. La liste des déchets produits comporte uniquement des codes 19 12 XX et ne comporte pas le code 19 12 05 déclaré en déchets produits sur GERE au titre de l'année 2021. L'exploitant a néanmoins précisé dans le courrier de réponse accompagnant la transmission de la liste des code déchets produits que "cette liste est non exhaustive et que d'autres déchets peuvent entrer [comprendre vraisemblablement "sortir"] sur notre site sous réserve qu'ils respectent les nomenclatures ICPE pour lesquelles nous sommes autorisés."
Les codes déchets admis déclarés dans GERE au titre de l'année 2021 sont cohérents avec la liste des déchets admissibles transmise par courriel du 19 avril.
<b>Observations :</b> Observation PC801 : L'exploitant veillera à s'assurer de la cohérence entre les codes déchets expédiés déclarés en expédition sur GERE et les codes déchets de la liste des codes déchets produits que l'exploitant doit tenir à jour au titre de l'article L541-7-1 du code de l'environnement. L'exploitant actualisera, le cas échéant, la liste des déchets produits par l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Attestation de valorisation biodéchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/03/2016, article D543-226-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, attestation annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tiers mentionnés au troisième alinéa de l'article R. 543-226 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de biodéchets leur ayant confié des déchets l'année précédente, une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leur destination de valorisation finale. Cette attestation peut être délivrée par voie électronique.
<b>Constats :</b> Au 5 avril, les attestations de valorisation n'étaient pas transmises aux clients, producteurs ou détenteurs de biodéchets.  Ce constat constitue une non-conformité à l'article D543-226-2 du code de l'environnement, qui dispose que la délivrance de l'attestation de valorisation des biodéchets traités l'année n est effectuée avant le 31 mars de l'année n + 1. L'exploitant a expliqué cette situation par le fait que le responsable des admissions qui effectuait les attestations de valorisation a quitté l'établissement. Son remplaçant n'est arrivé qu'au 1er avril 2022 (responsable HSE).  Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril, l'attestation de valorisation délivrée à un client de l'année 2021 choisi par sondage par l'inspection : L'attestation de valorisation adressée à AUCHAN BETHUNE. Cette attestation est datée du 14 avril 2022 et fait état de 118 134 kg de biodéchets traités en filière de valorisation biologique (méthanisation avec déconditionnement au préalable si nécessaire) pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021. L'inspection ne propose pas de suite dans la mesure où l'exploitant a justifié sa démarche de mise en conformité avec un engagement de transmission de toutes les attestations à l'échéance du 30 avril 2022.
<b>Observations :</b> Observation PC901 : L'inspection recommande à l'exploitant d'expliciter les codes déchets associés aux biodéchets identifiés dans les attestations de valorisation qu'il transmet à ses clients. L'objectif étant de faciliter la cohérence de la traçabilité des différents maillons de la chaîne de gestion des déchets.  Observation PC902 : L'exploitant confirmera à l'inspection la transmission effective des attestations de valorisation des biodéchets expédiés en filière de valorisation en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Attestation de valorisation 7 flux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/07/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, attestation annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> A compter du 1er janvier 2019, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.
<b>Constats :</b> Au 5 avril, les attestations de valorisation n'étaient pas transmises aux clients, producteurs ou détenteurs de biodéchets.  Ce constat constitue une non-conformité à l'article D543-284 du code de l'environnement, qui dispose que la délivrance de l'attestation de valorisation des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre, traités l'année n, est effectuée avant le 31 mars de l'année n + 1. L'exploitant a expliqué cette situation par le fait que le responsable des admissions qui effectuait la délivrance des attestations de valorisation a quitté l'établissement. Son remplaçant n'est arrivé qu'au 1er avril 2022 (responsable HSE).  Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 19 avril, l'attestation de valorisation délivrée à un client de l'année 2021 choisi par sondage par l'inspection : L'attestation de valorisation adressée à PLASTIENVASE FRANCIA. Cette attestation est datée du 14 avril 2022 et fait état, pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021, de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 113 510 kg de déchets de papier/carton traités en filière de valorisation en papeterie,</li><li>- 668 264 kg de déchets de plastique traités en filière de valorisation en plasturgie ,</li><li>- 112 420 kg de déchets de bois traités en filière de recyclage matière et valorisation énergétique,</li><li>- 1 667 kg de déchets inertes traités en filière de recyclage matière.</li></ul> Le formalisme de l'attestation n'est pas conforme au modèle d'attestation donné à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement. Le modèle d'attestation prévoit notamment qu'une répartition soit effectuée pour chaque flux de déchets suivant les différents types d'installation de valorisation. Dans l'attestation contrôlée, le flux bois n'est pas réparti selon les deux filières identifiées (recyclage et valorisation énergétique).  En ce qui concerne la non-conformité à l'article D543-284, l'inspection ne propose pas de suite dans la mesure où l'exploitant a justifié sa démarche de mise en conformité avec un engagement de transmission de toutes les attestations à l'échéance du 30 avril 2022.
<b>Observations :</b> Observation PC10O1 : L'inspection rappelle la publication de l'arrêté du 21 décembre 2021 qui prescrit un nouveau modèle d'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement applicable à compter du 1er janvier 2023. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés. Ce texte prévoit également une nouvelle version applicable au 1er janvier 2016 (prise en compte des textiles dont le tri à la source est opposable à compter du 1er janvier 2025).  Observation PC10O2 : L'exploitant confirmera à l'inspection la transmission effective des attestations de valorisation des déchets relevant du tri 7 flux expédiés en filière de valorisation en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des différents entreposages
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
<b>Constats :</b> Lors de la visite du bâtiment d'entreposage des déchets non dangereux, l'inspectrice a pu constater que chaque catégorie de déchet était stockée en fonction de son traitement. L'inspectrice a relevé les entreposages suivants selon les informations données par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Déchets triés en vue d'une valorisation énergétique bas PCI</li><li>- Déchets triés en vue d'une valorisation énergétique haut PCI</li><li>- Biodéchets constitués exclusivement de croquettes</li><li>- Biodéchets conditionnés et non conditionnés en mélange</li><li>- Zone de tri manuel</li><li>- Zone dédiée au regroupement de CSR qualifié par l'exploitant de "Fluff"</li><li>- Zone dédiée au sur-tri des déchets incinérables non recyclables ou "déchets industriels en mélange, ne contient pas de fraction recyclable, non combustible [au sens CSR]"</li></ul> <p>La séparation des box est réalisée avec des murs constitués de plot en béton</p> <p>Le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la séparation entre les déchets triés en vue d'une valorisation énergétique bas PCI et les déchets triés en vue d'une valorisation énergétique haut PCI n'était pas visible;</li><li>- les différentes zones d'entreposage ne comportaient pas d'affichage permettant de les identifier clairement.</li></ul> <p>Ces constatations ne permettent pas de se positionner sur la conformité à la prescription de l'article 2.1.3.7 qui dispose que chaque catégorie de déchet soit stockée dans une alvéole spécifique en fonction de son traitement sur le site, ni au 1er alinéa de l'article 13 IV de l'arrêté ministériel du 18 juin 2018 qui dispose que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.</p>
<b>Observations :</b> Observation PC11O1 : L'exploitant veillera à garantir la séparation des différents entreposage de déchets dans le bâtiment des déchets non dangereux selon leurs exutoires et à mettre en place des affichages permettant d'identifier explicitement ces différentes zones d'entreposage de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opération de tri des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Opération de tri des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> V. - Opérations de tri des déchets Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le bâtiment d'entreposage des déchets non dangereux comportait deux zones de tri : <ul style="list-style-type: none"><li>- une zone de tri manuel</li><li>- une zone de tri à l'aide d'un dispositif de tri mobile.</li></ul> Le dispositif de tri mobile vise à sur-trier les flux de déchets incinérables non recyclables en vue d'extraire les déchets pouvant être recyclés ou valorisés en CSR qui auraient échappé au tri à la source. Les déchets recyclables extraits sont principalement du carton, du bois, du plastique et des déchets ferreux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet